

## COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2001 — 3079

[C — 2001/31366]

**21 JUIN 2001. — Arrêté 2001/524 du Collège de la Commission communautaire française déterminant les modalités de la redistribution du travail applicables aux membres du personnel de la Commission communautaire française**

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 79, § 1<sup>er</sup>;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4;

Vu le décret III de l'Assemblée de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4;

Vu la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public, notamment l'article 3, § 3, alinéa 2, et l'article 10bis, § 2, et § 3, inséré par la loi du 3 juin 1997;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté royal du 30 mai 2000 portant exécution de l'article 14 de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public;

Vu le protocole n° 2000/20 du 15 décembre 2000 du Comité du secteur XV de la Commission et OIP de la Commission;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 11 août 2000;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 30 janvier 2001;

Vu les avis 31.181/2 et 31.182/2 du Conseil d'Etat, donnés le 18 avril 2001;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la Fonction publique,

Arrête :

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales**

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° « départ anticipé à mi-temps » : le régime de travail à mi-temps visé à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du temps de travail dans le secteur public;

2° « semaine volontaire de quatre jours » : les prestations réduites telles qu'elles sont définies par l'article 10bis, § 1<sup>er</sup>, de la même loi.

**CHAPITRE II. — Départ anticipé à mi-temps**

**Art. 2.** Les membres du personnel nommés à titre définitif des services du Collège de la Commission communautaire française ont le droit de bénéficier du départ anticipé à mi-temps.

**Art. 3.** Le fonctionnaire a le droit de travailler à mi-temps pendant une période ininterrompue de cinq ans au maximum précédant la date de sa mise à la retraite anticipée ou non.

Le fonctionnaire qui désire faire usage du droit au départ anticipé à mi-temps introduit sa demande au moyen d'un formulaire dont le modèle est joint en annexe du présent arrêté.

La demande est introduite au moins trois mois avant le début de la période de congé pour départ anticipé à mi-temps. Ce délai peut être réduit de commun accord.

La période de congé pour départ anticipé à mi-temps prend cours le premier jour d'un mois.

Si le Conseiller-chef de service estime qu'il est nécessaire de maintenir le fonctionnaire au travail à temps plein en raison de ses connaissances, capacités ou aptitudes spécifiques ou en raison de l'importance de la mission dont il est investi, il peut proposer de reporter l'ouverture du droit au départ anticipé à une date ultérieure à celle choisie par le fonctionnaire sans que la période écoulée entre la date choisie par ce dernier et celle qui agréé le supérieur hiérarchique puisse être supérieure à 6 mois.

**Art. 4.** Les membres du personnel qui sont titulaires d'un grade classé au rang 13 ou à un rang supérieur ne peuvent se prévaloir du droit au départ anticipé à mi-temps.

Ils peuvent toutefois, moyennant l'autorisation préalable du Collège, après avis motivé du Conseil de direction, bénéficier du droit au départ anticipé à mi-temps dans les cas où le bon fonctionnement du service ne s'en trouve pas compromis.

**Art. 5.** Le fonctionnaire est tenu d'accomplir au cours d'un mois la moitié des prestations afférentes à un travail à temps plein.

Les prestations s'effectuent, de commun accord entre le fonctionnaire qui opte pour le départ anticipé à mi-temps et son Conseiller-chef de service, soit chaque jour, soit selon une autre répartition fixée sur la semaine ou sur le mois. La répartition des prestations se fait par jours entiers ou demi-jours.

En cas de désaccord, le fonctionnaire peut, soit renoncer à sa demande, soit introduire un recours auprès du Fonctionnaire dirigeant qui se prononce après avoir demandé l'avis du conseil de direction. Le fonctionnaire peut, à sa demande, être entendu par le Conseil de direction et être accompagné de la personne de son choix.

Le calendrier de travail peut être modifié de commun accord.

**Art. 6.** Il est accordé une prime mensuelle de 296 euros au fonctionnaire qui travaille à mi-temps. Celle-ci n'est pas sujette à indexation.

A titre transitoire, et ce jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2002, la prime mensuelle est de 11 940 francs belges.

**Art. 7.** Deux fonctionnaires qui font usage du droit au départ anticipé à la retraite à mi-temps sont obligatoirement remplacés par un membre du personnel statutaire complémentaire à partir du jour où le deuxième fonctionnaire bénéficie du droit au départ anticipé à mi-temps.

**Art. 8.** Le fonctionnaire ne peut exercer aucune activité lucrative pendant la période durant laquelle il n'a pas de prestation à fournir dans le cadre du régime du travail à mi-temps.

Le fonctionnaire ne peut plus obtenir un congé pour motif impérieux d'ordre familial ou un congé y assimilé et il ne peut plus être autorisé à exercer des prestations réduites pour quelque motif que ce soit, ni obtenir un régime d'interruption à mi-temps de la carrière professionnelle.

### CHAPITRE III. — *Semaine volontaire des quatre jours*

**Art. 9.** Les membres du personnel nommés à titre définitif et occupés à temps plein ainsi que les membres du personnel engagés dans les liens d'un contrat de travail et occupés à temps plein ont le droit d'effectuer, pendant une période ininterrompue d'au moins un an, quatre cinquièmes des prestations qui leur sont normalement imposées.

**Art. 10.** Les membres du personnel qui sont titulaires d'un grade classé au rang 13 ou à un rang supérieur ne peuvent se prévaloir du droit à la semaine volontaire des quatre jours.

Les membres du personnel qui en font la demande peuvent toutefois, moyennant l'autorisation préalable du Collège, après avis motivé du Conseil de direction, bénéficier du droit à la semaine volontaire des quatre jours dans les cas où le bon fonctionnement du service ne s'en trouve pas compromis.

**Art. 11.** Le membre du personnel qui désire faire usage du droit à la semaine volontaire des quatre jours introduit auprès de son conseiller chef de service une demande dont le modèle est établi à l'annexe 2 du présent arrêté.

La demande est introduite au moins deux mois avant le début de la période au cours de laquelle le membre du personnel exercera ses prestations sur la base de la semaine des quatre jours. La période prend cours le premier jour d'un mois. Ce délai peut être réduit de commun accord.

Si le Conseiller-chef de service estime qu'il est nécessaire de maintenir le membre du personnel au travail à temps plein en raison de ses connaissances, capacités ou aptitudes spécifiques ou en raison de l'importance de la mission dont il est investi, il peut proposer de reporter l'ouverture du droit à la semaine des quatre jours à une date ultérieure à celle choisie par le membre du personnel sans que la période écoulée entre la date choisie par ce dernier et celle qui agréé le supérieur hiérarchique puisse être supérieure à six mois.

**Art. 12.** La répartition des prestations fait l'objet d'une concertation entre le membre du personnel et son Conseiller-chef de service. Le calendrier de travail proposé par le membre du personnel est examiné en tenant compte du fonctionnement du service, ainsi que des demandes de travail à temps partiel introduites par les autres membres du personnel du service.

S'il ressort de cet examen que le calendrier de travail proposé par le membre du personnel ne peut pas être accepté, le Conseiller-chef de service communique à l'intéressé les raisons pour lesquelles le calendrier proposé est refusé. Il communique en même temps à l'intéressé les calendriers de travail qui peuvent être acceptés.

Le calendrier de travail peut être modifié de commun accord.

**Art. 13.** Si le membre du personnel ne peut se rallier au nouveau calendrier de travail proposé, il peut, soit renoncer à sa demande, soit introduire un recours auprès du Fonctionnaire dirigeant qui se prononce après avoir demandé l'avis du conseil de direction. Le membre du personnel peut, à sa demande, être entendu par le conseil de direction et être accompagné de la personne de son choix.

**Art. 14.** Le membre du personnel peut mettre fin au régime de la semaine volontaire des quatre jours moyennant un préavis de trois mois, à moins qu'à la demande de l'intéressé, le Conseiller-chef de service n'accepte un délai plus court.

**Art. 15.** Le temps de travail libéré lorsque des membres du personnel font usage du droit à la semaine volontaire des quatre jours est obligatoirement rencontré par la mise au travail de chômeurs avec l'obligation d'engager un agent contractuel de remplacement pour cinq membres du personnel qui demandent le bénéfice du régime de la semaine volontaire des quatre jours.

**Art. 16.** Le membre du personnel qui fait usage du droit à la semaine des quatre jours perçoit un traitement correspondant aux prestations réduites. Ce traitement est majoré d'un complément de traitement mensuel de 70,15 euros. Ce complément de traitement fait partie intégrante du traitement et est soumis aux cotisations de sécurité sociale ainsi qu'au précompte professionnel.

A titre transitoire et ce, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2002, le complément de traitement mensuel est de 2 829 francs belges.

**Art. 17.** Pour les membres du personnel statutaires, la période d'absence est considérée comme congé et est assimilée à une période d'activité de service.

Pour les membres du personnel contractuel, l'exécution du contrat de travail est suspendue pendant l'absence. Ils conservent toutefois leurs titres à l'avancement de traitement.

Pour l'application de cet article, un contrat de travail de remplacement ou plusieurs contrats de remplacement successifs conclus avec le même membre du personnel ne peuvent être considérés comme contrat de travail à durée indéterminée avant la fin des deux premières années de service.

**Art. 18.** Pendant la période durant laquelle le membre du personnel n'a pas de prestations à fournir dans le cadre de la semaine volontaire des quatre jours, il ne peut exercer aucune activité professionnelle.

**Art. 19.** Au cours de la période de la semaine volontaire de quatre jours, le membre du personnel ne peut être autorisé à exercer des prestations réduites pour quelque motif que ce soit, sauf pour des raisons de santé. Il ne peut pas non plus se prévaloir d'un régime d'interruption à mi-temps de la carrière professionnelle.

La période de la semaine volontaire des quatre jours est temporairement interrompue lorsque le membre du personnel bénéficie d'une des absences suivantes :

1. congé de maternité;
2. congé parental;
3. congé pour motifs impérieux d'ordre familial;
4. congé pour présenter sa candidature aux élections des chambres législatives fédérales, des conseils régionaux et communautaires ou des conseils provinciaux;
5. congé d'accueil en vue de l'adoption ou de la tutelle officieuse;
6. congé pour interruption de la carrière professionnelle en vue de donner des soins palliatifs;
7. congé pour interruption de la carrière professionnelle à l'occasion de la naissance de son enfant.

Un membre du personnel absent en raison d'un des congés visés à l'alinéa 2 n'est plus soumis, pendant son absence, aux dispositions de la semaine volontaire des quatre jours mais est soumis aux dispositions qui régissent le congé dont il bénéficie.

**Art. 20.** Au plus tard le 31 mars de chaque année civile, le Fonctionnaire dirigeant transmet au président du comité de concertation de base un relevé de toutes les demandes pour prestations à quatre cinquièmes.

**Art. 21.** Le Membre du Collège qui a la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 juin 2001.

Par le Collège :

E. TOMAS,

Président du Collège

F.-X. de DONNEA,

Membre du Collège chargé de la Fonction publique

A. HUTCHINSON,

Membre du Collège chargé du Budget

## Annexe 1

## FORMULAIRE DE DEMANDE

## DEPART ANTICIPE A MI-TEMPS

## I. PARTIE A REMPLIR PAR LE MEMBRE DU PERSONNEL

Nom et prénom :

Date de naissance :

Grade :

Date initiale période de départ anticipé : 01/ /

Je désire être mis à la retraite le (1) : 01/ /

Ainsi qu'il en a été convenu avec mon Conseiller chef de service, je choisis le calendrier de travail suivant (2) :

Signature :

## II. PARTIE A REMPLIR PAR LE CONSEILLER CHEF DE SERVICE DU DEMANDEUR

A. Le demandeur a reçu un accusé de réception de la demande à la date suivante :

B. La date initiale de la période de départ anticipé n'est pas/est (3) déplacée.

Nouvelle date initiale : 01/ /

Le demandeur en a été informé le

Nom du Conseiller-chef de service :

Date :

Signature :

\_\_\_\_\_

(1) La mention de cette date ne dispense pas le membre du personnel de demander sa pension.

(2) Les prestations à mi-temps sont accomplies chaque jour ou selon une autre répartition fixe sur la semaine ou le mois, étant entendu que la répartition des prestations se fait par jours entiers ou demi-jours.

(3) Biffer la mention inutile.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 21 juin 2001 du Collège de la Commission communautaire française déterminant les modalités de la redistribution du travail applicable aux membres du personnel de la Commission communautaire française.

Par le Collège :

E. TOMAS,

Président du Collège

F.-X. de DONNEA,

Membre du Collège chargé de la Fonction publique

A. HUTCHINSON,

Membre du Collège chargé du Budget

## Annexe 2

## FORMULAIRE DE DEMANDE

## SEMAINE DE QUATRE JOURS

## I. PARTIE A REMPLIR PAR LE MEMBRE DU PERSONNEL

Nom et prénom :

Date de naissance :

Grade :

Qualité : nommé à titre définitif/contractuel (1)

Service :

Administration :

Date initiale de la période de la semaine de quatre jours : 01/ /

Je ne désire pas accomplir de prestations le jour suivant de la semaine (2) :

## II. PARTIE A REMPLIR PAR LE CONSEILLER-CHEF DE SERVICE DU DEMANDEUR

A. Le demandeur a reçu un accusé de réception de la demande à la date suivante :

Accord de principe/désaccord de principe sur la date initiale de la semaine des quatre jours :

Le calendrier de travail n'est pas/est modifié :

Le demandeur n'accomplira pas de prestations le jour suivant de la semaine :

Le demandeur ne renonce pas/renonce à son droit de la semaine de quatre jours :

B. Date initiale de la période de départ anticipé : 01/ /

Nom du Conseiller-chef de service :

Date :

Signature :

\_\_\_\_\_

(1) Biffer la mention inutile

(2) On peut choisir un jour fixe chaque semaine (p.ex. pas de prestations le mardi) ou un autre système, comme par exemple, la première semaine pas de prestations le lundi, la deuxième semaine pas de prestations le mardi, la troisième semaine pas de prestations le mercredi et les six mois suivants pas de prestations le vendredi. Ces exemples ne sont pas limitatifs.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 21 juin 2001 du Collège de la Commission communautaire française déterminant les modalités de la redistribution du travail applicable aux membres du personnel de la Commission communautaire française.

Par le Collège :

E. TOMAS,  
Président du Collège

F.-X. de DONNEA,  
Membre du Collège chargé de la Fonction publique

A. HUTCHINSON,  
Membre du Collège chargé du Budget

## VERTALING

## FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2001 — 3079

[C — 2001/31366]

**21 JUNI 2001. — Besluit 2001/524 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de modaliteiten voor de herverdeling van de arbeid van toepassing op de personeelsleden van de Franse Gemeenschapscommissie**

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 79, § 1;

Gelet op het decreet II van de Franse Gemeenschapsraad van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het decreet III van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector, inzonderheid op artikel 3, § 3, lid 2, en op artikel 10bis, § 2 en § 3, toegevoegd door de wet van 3 juni 1997;

Gelet op het Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 mei 2000 ter uitvoering van artikel 14 van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector;

Gelet op het protocol nr. 2000/20 van 15 december 2000 van het Sectorcomité XV van de Commissie en Instellingen van Openbaar Nut van de Commissie;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën uitgebracht op 11 augustus 2000;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College belast met Begroting uitgebracht op 30 januari 2001;

Gelet op de adviezen 31.181/2 en 31.182/2 van de Raad van State uitgebracht op 18 april 2001;

Op voorstel van het Lid van het College belast met Ambtenarenzaken,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen**

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

1° « halftijdse vervroegde uittreding » : de halftijdse arbeidsregeling bedoeld in artikel 3, § 1, van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector;

2° « vrijwillige vierdagenweek » : de verminderde prestaties zoals gedefinieerd in artikel 10bis, § 1, van de voornoemde wet.

**HOOFDSTUK II. — Halftijdse vervroegde uittreding**

**Art. 2.** De vastbenoemde personeelsleden bij de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie hebben het recht de halftijdse vervroegde uittreding te genieten.

**Art. 3.** De ambtenaar heeft het recht halftijds te werken gedurende een ononderbroken periode van ten hoogste vijf jaar die voorafgaat aan de datum van zijn al dan niet vervroegde pensionering.

De ambtenaar die gebruik wenst te maken van het recht op halftijdse vervroegde uittreding dient zijn aanvraag in door middel van een formulier waarvan het model als bijlage gaat van onderhavig besluit.

De aanvraag wordt minstens drie maanden vóór de aanvang van de verlofperiode voor halftijdse vervroegde uittreding ingediend. Deze termijn kan in onderling overleg worden verminderd.

De verlofperiode voor halftijdse vervroegde uittreding vangt aan op de eerste dag van een maand.

Indien de Adviseur-diensthoofd van oordeel is dat het nodig is de ambtenaar voltijds te werk te houden omwille van zijn kennis, bekwaamheid of specifieke aanleg of omwille van het belang van de opdracht die hem werd toegewezen, kan hij voorstellen de opening van het recht op halftijdse vervroegde uittreding uit te stellen tot een latere datum dan de datum gekozen door de ambtenaar zonder dat de verlopen periode tussen de door hem gekozen datum en de datum die de hiërarchische overste erkent zes maanden mag overschrijden.

**Art. 4.** De personeelsleden die houder zijn van een graad behorende tot rang 13 of tot een hogere rang mogen geen gebruik maken van het recht op halftijdse vervroegde uittreding.

Ze kunnen evenwel, mits voorafgaande goedkeuring van het College, na met redenen omkleed advies van de Directieraad, het recht genieten van halftijdse vervroegde uittreding in de gevallen waarbij de goede werking van de dienst niet in het gedrang komt.

**Art. 5.** De ambtenaar is ertoe gehouden om gedurende een maand de helft van de prestaties horende bij een halftijdse job te vervullen.

De prestaties gebeuren, in onderling overleg tussen de ambtenaar die kiest voor de halftijdse vervroegde uittreding en zijn Adviseur-diensthooft, hetzij elke dag, hetzij volgens een andere indeling vastgesteld over de week of over de maand. De verdeling van de prestaties gebeurt volgens volle dagen of halve dagen.

In geval er geen overeenstemming is, kan de ambtenaar, hetzij afzien van zijn aanvraag, hetzij een beroep indienen bij de Leidend ambtenaar die zich uitspreekt na het advies van de Directieraad te hebben ingewonnen. De ambtenaar kan, op zijn verzoek, gehoord worden door de Directieraad en begeleid worden door een persoon van zijn keuze.

Het werkschema kan in onderling overleg gewijzigd worden.

**Art. 6.** Er wordt een maandelijks premie toegekend van 296 euro aan de ambtenaar die halftijds werkt. Deze premie wordt niet geïndexeerd.

Bij wijze van overgangsmaatregel en dit tot 1 januari 2002, bedraagt de maandelijks premie 11 940 BEF.

**Art. 7.** Twee ambtenaren die gebruik maken van het recht op halftijdse vervroegde pensionering moeten worden vervangen door een bijkomend statutair personeelslid vanaf de dag waarop de tweede ambtenaar het recht geniet van de halftijdse vervroegde uittreding.

**Art. 8.** De ambtenaar mag geen enkele winstgevende activiteit uitoefenen gedurende de periode waarin hij geen prestatie moet vervullen in het kader van de halftijdse arbeidsregeling.

De ambtenaar kan geen verlof meer verkrijgen voor dringende familiale redenen of een daarmee gelijkgesteld verlof en hij mag niet meer worden toegelaten tot de uitoefening van verminderde prestaties voor om het even welke reden, noch tot het verkrijgen van een halftijdse onderbrekingsregeling van de beroepsloopbaan.

### HOOFDSTUK III. — *Vrijwillige vierdagenweek*

**Art. 9.** De voltijds tewerkgestelde vastbenoemde personeelsleden, evenals de personeelsleden in dienst genomen onder een arbeidsovereenkomst en die voltijds tewerkgesteld zijn, hebben het recht om, gedurende een ononderbroken periode van minstens een jaar, viervijfden te vervullen van de prestaties die hen normaal worden opgelegd.

**Art. 10.** De personeelsleden die houder zijn van een graad behorende tot rang 13 of tot een hogere rang mogen geen aanspraak maken op het recht op de vrijwillige vierdagenweek.

De personeelsleden die hiertoe de aanvraag doen, kunnen evenwel, mits de voorafgaande toestemming van het College, na een met redenen omkleed advies van de Directieraad, het recht genieten op de vrijwillige vierdagenweek in de gevallen waarbij de goede werking van de dienst niet in het gedrang komt.

**Art. 11.** Het personeelslid dat wenst gebruik te maken van het recht op de vrijwillige vierdagenweek dient een aanvraag in bij zijn Adviseur-diensthooft, een aanvraag waarvan een model als bijlage 2 gaat van onderhavig besluit.

De aanvraag wordt ingediend minstens twee maanden vóór de aanvang van de periode waarin het personeelslid zijn prestaties zal vervullen op basis van de vierdagenweek. De periode vangt aan op de eerste dag van een maand. Deze termijn kan in onderling overleg verminderd worden.

Indien de Adviseur-diensthooft van oordeel is dat het nodig is het personeelslid voltijds te werk te houden omwille van zijn kennis, bekwaamheid of specifieke aanleg of omwille van het belang van de opdracht die hem werd toegewezen, kan hij voorstellen de opening van het recht op de vierdagenweek uit te stellen tot een latere datum dan de datum gekozen door de ambtenaar zonder dat de verlopen periode tussen de door hem gekozen datum en de datum die de hiërarchische overste erkent zes maanden mag overschrijden.

**Art. 12.** De verdeling van de prestaties maakt het voorwerp uit van een overleg tussen het personeelslid en zijn Adviseur-diensthooft. Het werkschema voorgesteld door het personeelslid wordt onderzocht, rekening houdende met de werking van de dienst en de aanvragen tot deeltijds werken ingediend door de andere personeelsleden van de dienst.

Indien uit dit onderzoek blijkt dat het werkschema voorgesteld door het personeelslid niet kan worden goedgekeurd, zal de Adviseur-diensthooft de betrokkene de redenen meedelen waarom het voorgestelde schema geweigerd is. Hij meldt terzelfder tijd aan de betrokkene de werkschema's die kunnen worden goedgekeurd.

Het werkschema kan in onderling overleg gewijzigd worden.

**Art. 13.** Indien het personeelslid niet akkoord gaat met het nieuwe voorgestelde werkschema, kan hij, hetzij afzien van zijn aanvraag, hetzij een beroep indienen bij de Leidend ambtenaar die zich uitspreekt na het inwinnen van het advies van de Directieraad. Het personeelslid kan, op zijn verzoek, gehoord worden door de Directieraad en begeleid worden door een persoon naar eigen keuze.

**Art. 14.** Het personeelslid kan een einde stellen aan het stelsel van de vrijwillige vierdagenweek mits een opzeggingstermijn van drie maanden, behalve indien op verzoek van de betrokkene, de Adviseur-diensthooft instemt met een kortere termijn.

**Art. 15.** De vrijgemaakte arbeidsduur als personeelsleden gebruik maken van het recht op de vrijwillige vierdagenweek moet worden ingevuld door de tewerkstelling van werklozen met de verplichting een vervangend contractueel beambte in dienst te nemen per vijf personeelsleden die vragen het stelsel van de vrijwillige vierdagenweek te genieten.

**Art. 16.** Het personeelslid dat gebruik maakt van het recht op de vierdagenweek krijgt een bezoldiging gelijkgesteld met de verminderde prestaties. Deze bezoldiging wordt verhoogd met een aanvullende maandelijkse bezoldiging van 70,15 euro. Deze bezoldigingsaanvulling maakt integraal deel uit van de bezoldiging en is onderworpen aan de sociale zekerheidsbijdragen en aan de beroepsvoorheffing.

Bij wijze van overgangsmaatregel en dit tot 1 januari 2002, bedraagt de maandelijkse bezoldigingsaanvulling 2 829 BEF.

**Art. 17.** Voor de statutaire personeelsleden wordt de afwezigheidsperiode beschouwd als verlofperiode en gelijkgesteld met een periode van actieve dienst.

Voor de contractuele personeelsleden, wordt de uitvoering van de arbeidsovereenkomst opgeschort gedurende hun afwezigheid. Ze behouden evenwel hun recht op de aanvulling van bezoldiging.

Voor de toepassing van dit artikel mogen een vervangende arbeidsovereenkomst of meerdere opeenvolgende vervangende arbeidsovereenkomsten afgesloten met eenzelfde personeelslid niet beschouwd worden als een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur vóór het einde van de twee eerste dienstjaren.

**Art. 18.** Gedurende de periode waarin het personeelslid geen prestaties te vervullen heeft in het kader van de vrijwillige vierdagenweek, mag hij geen enkele andere beroepsactiviteit uitoefenen.

**Art. 19.** In de loop van de periode van de vrijwillige vierdagenweek, mag het personeelslid geen verminderde prestaties vervullen, ongeacht de reden, behalve om gezondheidsredenen. Hij mag ook geen aanspraak maken op een halfijds onderbrekingsstelsel van de beroepsloopbaan.

De periode van de vrijwillige vierdagenweek wordt tijdelijk onderbroken als een personeelslid een van de onderstaande afwezigheden geniet :

1. zwangerschapsverlof;
2. ouderschapsverlof;
3. verlof voor dringende familiale redenen;
4. verlof om zijn kandidatuur over te leggen voor de verkiezingen van de federale wetgevende kamers, de gewest- en gemeenschapsraden of de provincieraden;
5. onthaalverlof met het oog op de adoptie of de officiële voogdij;
6. verlof voor onderbreking van de beroepsloopbaan met het oog op het verlenen van palliatieve zorgen;
7. verlof voor onderbreking van de beroepsloopbaan ter gelegenheid van de geboorte van zijn kind.

Een personeelslid dat afwezig is omwille van het in lid 2 vermelde verlof is, tijdens zijn afwezigheid, niet meer onderworpen aan de bepalingen van de vrijwillige vierdagenweek, maar is onderworpen aan de bepalingen houdende de regeling van het verlof dat hij geniet.

**Art. 20.** Uiterlijk op 31 maart van elk kalenderjaar, bezorgt de Leidend ambtenaar aan de voorzitter van het basisoverlegcomité een overzicht van alle aanvragen voor prestaties tegen viervijfden.

**Art. 21.** Het Lid van het College dat Ambtenarenzaken in zijn bevoegdheid heeft, wordt belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Brussel, 21 juni 2001.

Door het College :

E. TOMAS,

Voorzitter van het College

F.-X. de DONNEA,

Lid van het College belast met Ambtenarenzaken

A. HUTCHINSON,

Lid van het College belast met Begroting



## Bijlage 1

## AANVRAAGFORMULIER

## HALFTIJDSE VERVROEGDE UITTREDING

## I. DEEL IN TE VULLEN DOOR HET PERSONEELSLID

Naam en voornaam :

Geboortedatum :

Graad :

Datum oorspronkelijke periode van vervroegde uittreding : 01/ /

Ik wens op pensioen gesteld te worden op (1) : 01/ /

Zoals werd overeengekomen met mijn Adviseur diensthoofd, kies ik voor onderstaand werkschema (2) :

Handtekening :

## II. DEEL IN TE VULLEN DOOR DE ADVISEUR DIENSTHOOFD VAN DE AANVRAGER

A. De aanvrager heeft een ontvangstbewijs van de aanvraag gekregen op onderstaande datum :

B. De oorspronkelijke datum van de periode voor vervroegde uittreding is niet/is (3) verplaatst.

Nieuwe oorspronkelijke datum : 01/ /

De aanvrager werd hierover ingelicht op

Naam van de Adviseur-diensthoofd :

Datum :

Handtekening :

\_\_\_\_\_

(1) De vermelding van deze datum stelt het personeelslid niet vrij zijn pensioen aan te vragen.

(2) De halftijdse prestaties worden dagelijks vervuld of volgens een andere vaste verdeling over de week of de maand, met dien verstande dat de verdeling van de prestaties gebeurt per volle of halve dagen.

(3) Het onnodige schrappen.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van 21 juni 2001 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de modaliteiten voor de herverdeling van de arbeid van toepassing op de personeelsleden van de Franse Gemeenschapscommissie.

Door het College :

E. TOMAS,

Voorzitter van College

F.-X. de DONNEA,

Lid van het College belast met Ambtenarenzaken

A. HUTCHINSON,

Lid van het College belast met Begroting

## Bijlage 2

## AANVRAAGFORMULIER

## VIERDAGENWEEK

## I. DEEL IN TE VULLEN DOOR HET PERSONEELSLID

Naam en voornaam :

Geboortedatum :

Graad :

Hoedanigheid : vastbenoemd/contractueel (1)

Dienst :

Administratie :

Oorspronkelijke datum van de periode van de vierdagenweek : 01/ /

Ik wens geen prestaties te vervullen op volgende weekdag (2) :

## II. DEEL IN TE VULLEN DOOR DE ADVISEUR-DIENSTHOOFD VAN DE AANVRAGER

A. De aanvrager heeft een ontvangstbewijs gekregen van de aanvraag op de volgende datum :

Principepakkoord/geen principepakkoord over de oorspronkelijke datum van de vierdagenweek :

Het werkschema is niet/is gewijzigd :

De aanvrager zal geen prestaties vervullen op de volgende weekdag :

De aanvrager ziet niet af/ziet af van zijn recht op de vierdagenweek :

B. Oorspronkelijke datum van de periode van de vierdagenweek : 01/ /

Naam van de Adviseur-diensthoofd :

Datum :

Handtekening :

\_\_\_\_\_

(1) Het onnodige schrappen.

(2) Men mag wekelijks een vaste dag kiezen (b.v. geen prestaties op dinsdag) of een andere regeling, zoals bijvoorbeeld, de eerste week geen prestaties op maandag, de tweede week geen prestaties op dinsdag, de derde week geen prestaties op woensdag en de zes volgende maanden geen prestaties op vrijdag. Deze voorbeelden zijn niet beperkend.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van 21 juni 2001 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de modaliteiten voor de herverdeling van de arbeid van toepassing op de personeelsleden van de Franse Gemeenschapscommissie.

Door het College :

E. TOMAS,

Voorzitter van het College

F.-X. de DONNEA,

Lid van het College belast met Ambtenarenzaken

A. HUTCHINSON,

Lid van het College belast met Begroting